

Unité bidépartementale Eure Orne
1 avenue du Maréchal Foch
CS 50021
27000 Évreux

Évreux, le 30/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/01/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BEUZELIN

Quai de Petit Couronne
76650 Petit-Couronne

Références : UBDEO.ERA.25.01.37.SB
Code AIOT : 0005802248

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/01/2025 dans l'établissement BEUZELIN implanté Route de Beaumont 27110 Épreville-près-le-Neubourg. L'inspection a été annoncée le 21/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection entre dans le cadre de la programmation pluriannuelle de contrôle des sites ICPE.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BEUZELIN
- Route de Beaumont 27110 Épreville-près-le-Neubourg
- Code AIOT : 0005802248
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est un silo céréaliier soumis à autorisation.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Protections individuelles du personnel d'intervention	Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, article 7.6.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
2	Moyens de lutte contre l'incendie - réserves d'eau	Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, article 7.6.4	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Moyens de lutte contre l'incendie - alarme	Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, article 7.6.4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Moyens de lutte contre l'incendie - extincteurs et colonnes sèches	Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, article 7.6.4	Sans objet
5	Consignes générales d'intervention	Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, article 7.6.6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant est tenu de fournir les différents éléments demandés dans les points de contrôle sous un délai de 1 mois à compter de la notification du présent rapport.

L'emplacement de la nouvelle réserve d'eau de 150 m³ devra être validé par le SDIS de l'Eure (service prévision).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Protections individuelles du personnel d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, article 7.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, défense incendie
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'établissement (risques spécifiques liés aux aérosols notamment) et permettant l'intervention en cas de sinistre doivent être conservés à proximité des lieux d'utilisation. Ils sont maintenus en bon état et vérifiés périodiquement.
Constats : En dehors des équipements de sécurité obligatoires sur le site (casque, chaussures de sécurité et veste de sécurité), l'exploitant a présenté un masque à gaz et de sa cartouche dont les équipes d'intervention disposent. La cartouche présentée a un aspect visuel en assez mauvais état. L'exploitant n'a pas été en mesure de répondre sur l'âge de la cartouche et sur le dernier contrôle réalisé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant est tenu, <u>dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent rapport</u> , de : <ul style="list-style-type: none">• définir une procédure de contrôle périodique de ses équipements de protection individuelle à transmettre à l'inspection ;• justifier du nombre suffisant d'équipements de protection individuelle du personnel d'intervention ;• préciser l'âge et l'état réel de la cartouche à l'inspection ;• le cas échéant, changer la cartouche et fournir la preuve d'achat à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie - réserves d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, article 7.6.4
Thème(s) : Risques accidentels, défense incendie
Prescription contrôlée : L'établissement dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum des moyens définis ci-après : <ul style="list-style-type: none">• des réserves d'eau de 400 et 150 m³ présentant chacune les caractéristiques suivantes :

- munie d'une aire d'aspiration d'une superficie minimale de 32 m² (8x4) et pouvant supporter la charge d'un engin de plus de 3,5 tonnes. L'accès à cette aire doit être assuré par une voie engin de 3 mètres de large, stationnement exclu.
- accessibles en toute circonstance, clôturées et munies d'un portillon d'accès
- signalées et curées périodiquement
- la hauteur d'aspiration doit être inférieure à 6 mètres
- le volume d'eau contenu dans ces réserves doit rester constant en toute saison.

[...]

L'exploitant établit une liste exhaustive des moyens de lutte contre l'incendie et de leur implantation sur le site. Ces équipements sont conformes aux normes et aux réglementations en vigueur, maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles en toutes circonstances.

Mensuellement, l'exploitant s'assure du bon niveau dans les réserves incendie et procède à leur curage aussi souvent que nécessaire.

Les moyens incendie doivent faire l'objet de vérifications périodiques au moins une fois par an. L'exploitant doit pouvoir justifier auprès de l'inspection des installations classées de l'exécution de cette vérification.

[...]

Constats :

L'exploitant dispose de deux réserves de 150 m³ et 400 m³. Néanmoins la réserve de 150 m³ dont la bâche est trouée, non clôturée intégralement, sans le bon niveau d'eau et située à un emplacement gênant pour le SDIS, doit être remplacée.

L'exploitant a fourni en 2024 un dossier de porter-à-connaissance relatif à la mise en place d'une réserve souple de 150 m³ à un nouvel emplacement au nord du site pour remplacer l'ancienne. Le SDIS de l'Eure a rendu un avis défavorable en date du 4 mars 2024, du fait que l'emplacement proposé est situé dans les effets de surpression supérieurs à 50 mbar des scénarii d'explosion des silos. Le SDIS proposait un autre emplacement en dehors de ces effets, à l'extrémité ouest du site. L'exploitant a indiqué que cet emplacement n'était pas satisfaisant, car situé dans le cercle de rotation des poids-lourds entrant sur le site.

L'exploitant a proposé un autre emplacement un peu moins à l'ouest du site (voir annexe 1 confidentielle du présent rapport).

Enfin, l'exploitant a indiqué que le dernier contrôle de la réserve de 400 m³ datait d'il y a 4 ans.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection n'objecte aucun refus d'emplacement de la nouvelle réserve de 150 m³ sur le site à condition que :

- celle-ci respecte les prescriptions des arrêtés ministériels et préfectoraux s'appliquant à l'exploitant, notamment celles de l'article 7.6.4 de son arrêté préfectoral ;
- le SDIS de l'Eure remette un avis favorable sur l'emplacement.

L'exploitant est tenu, **dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent rapport**, de :

- définir une procédure de contrôle annuel du bon état de ses réserves d'eau (afin de s'assurer de leur bon état), mensuel de leur bon niveau d'eau et de leur curage aussi souvent que nécessaire et de la transmettre à l'inspection ;
- de proposer au SDIS de l'Eure une actualisation de son porter-à-connaissance avec le nouvel emplacement proposé, les échanges avec la caserne du Neubourg et tout autre élément permettant au service prévision du SDIS de l'Eure de rendre son avis.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie - extincteurs et colonnes sèches

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, article 7.6.4

Thème(s) : Risques accidentels, défense incendie

Prescription contrôlée :

L'établissement dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum des moyens définis ci-après :

[...]

- des extincteurs portatifs adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement à raison de 6 L de produit extincteur ou équivalent pour 200 m² de plancher. En outre, la distance maximale pour atteindre l'extincteur le plus proche ne doit pas dépasser 20 m. Les extincteurs doivent être visibles, accessibles, accrochés à un élément fixe, entretenus et maintenus en bon état de fonctionnement. Ils sont installés conformément aux règles APSAD R4 ou toute règle équivalente.
- des colonnes sèches sur chacune des tours de manutention et au niveau du séchoir. Ces colonnes doivent être équipées en pied et à chaque étage de la tour de manutention et du séchoir des sorties normalisées nécessaires. L'accès à cette colonne ainsi qu'à ses sorties sont laissées libres en permanence.

[...]

L'exploitant établit une liste exhaustive des moyens de lutte contre l'incendie et de leur implantation sur le site. Ces équipements sont conformes aux normes et aux réglementations en vigueur, maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles en toutes circonstances.

[...]

Les moyens incendie doivent faire l'objet de vérifications périodiques au moins une fois par an. L'exploitant doit pouvoir justifier auprès de l'inspection des installations classées de l'exécution de cette vérification.

[...]

Constats :

L'exploitant a fourni à l'inspection son document pour l'intervention des secours daté du 10 octobre 2022. Celui comprenait, entre autres, la liste des extincteurs, leur typologie et leurs

emplacement, ainsi que l'emplacement des colonnes sèches.

Les types des extincteurs disponibles sur le site sont adaptés aux risques présents :

- Eau pulvérisée avec additif ;
- Poudre polyvalente ABC ;
- CO2 (gaz carbonique) .

avec des contenance de 6 ou 9 L (sauf pour l'extincteur n°1 au CO2 dans le local technique qui fait 5 kg).

L'inspection a contrôlé par sondage 5 extincteurs sur le site. Tous avaient été contrôlés en mai ou juin 2024.

L'inspection a contrôlé les 3 colonnes sèches sur le site (2 montantes et descendantes et 1 montante). Toutes avaient été contrôlées en février 2024.

L'exploitant dispose également pour son séchoir d'un sprinklage à commandes manuelles (situées en bas du séchoir) associé à une réserve d'eau de 1500 L et d'un piquage CO2/N2 qui équipe les 8 cellules de stockage fermées C21 à C28 du silo 2, ayant un volume de 666 m³ (sans moyens d'injection et/ou de stockage de gaz inertant sur site).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie - alarme

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, article 7.6.4

Thème(s) : Risques accidentels, défense incendie

Prescription contrôlée :

L'établissement dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum des moyens définis ci-après :

[...]

- une alarme sur l'ensemble du site, audible en tout point de l'établissement. Son fonctionnement est assuré à l'aide de commandes judicieusement placées. L'exploitant prévoit au moins un exercice d'évacuation par an.

[...]

L'exploitant établit une liste exhaustive des moyens de lutte contre l'incendie et de leur implantation sur le site. Ces équipements sont conformes aux normes et aux réglementations en vigueur, maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles en toutes circonstances.

[...]

Les moyens incendie doivent faire l'objet de vérifications périodiques au moins une fois par an. L'exploitant doit pouvoir justifier auprès de l'inspection des installations classées de l'exécution de cette vérification.

[...]

Constats :

L'exploitant dispose d'une alarme anti-intrusion non fonctionnelle, non reliée à des détecteurs de gaz et qui n'est pas utilisée dans le cadre de la défense incendie.

Le site ne dispose d'une présence permanente de personnel que durant les campagnes de séchage de maïs ou de blé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le site de l'exploitant est entre autres soumis à déclaration avec contrôles périodiques au titre de la rubrique 2910-A-2.

L'article 2.16 de l'arrêté ministériel du 03 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 précise que : « **un dispositif de détection de gaz, déclenchant, selon une procédure préétablie, une alarme en cas de dépassement des seuils de danger, est mis en place dans les installations utilisant un combustible gazeux, exploitées sans surveillance permanente ou bien implantées en sous-sol.** Ce dispositif coupe l'arrivée du combustible et interrompt l'alimentation électrique, à l'exception de l'alimentation des matériels et des équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours, sans que cette manœuvre puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion. Toute détection de gaz, au-delà de 30 % de la LIE, conduit à la mise en sécurité de toute installation susceptible d'être en contact avec l'atmosphère explosive, sauf les matériels et équipements dont le fonctionnement pourrait être maintenu conformément aux dispositions prévues au point 2.7 de la présente annexe. Cette mise en sécurité est prévue dans les consignes d'exploitation. **Pour les installations dont le dossier de déclaration est antérieur au 1er mars 2023, la disposition concernant la LIE de 30 % s'applique à compter du 1er janvier 2024.** Un dispositif de détection automatique d'incendie équipe les locaux abritant tout type d'installation de combustion ou directement l'appareil de combustion, comme mentionné au point 4.2 de la présente annexe. **Pour les installations dont le dossier de déclaration est antérieur au 1er mars 2023, et qui ne sont pas situées en sous-sol, la détection automatique d'incendie s'applique à compter du 1er juillet 2024.** L'emplacement des détecteurs est déterminé par l'exploitant en fonction des risques de fuite et d'incendie. Leur situation est repérée sur un plan. Ils sont contrôlés régulièrement et les résultats de ces contrôles sont consignés par écrit. La fiabilité des détecteurs est adaptée aux exigences du point 2.13 de la présente annexe. Des étalonnages sont régulièrement effectués. ».

L'exploitant est tenu, dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent rapport, de :

- justifier de son respect de l'arrêté ministériel du 03 août 2018 en remettant notamment le dernier contrôlé périodique réalisé par un organisme agréé ;
- le cas échéant, de fournir à l'inspection son plan d'action pour se mettre en conformité avec ce texte, notamment son article 2.16, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent rapport.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Consignes générales d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, article 7.6.6
Thème(s) : Risques accidentels, défense incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes ainsi qu'à la mise en œuvre des moyens de lutte (extincteurs) contre l'incendie en place sur le site.</p> <p>Les agents non affectés exclusivement aux tâches d'intervention, devront pouvoir quitter leur poste de travail à tout moment en cas d'appel.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose bien de consignes générales d'intervention adéquates à travers son document pour l'intervention des secours en date du 10 octobre 2022.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant justifiera de la bonne réalisation des entraînements du personnel à l'application de ces consignes, ainsi qu'à la mise en œuvre des moyens de lutte (extincteurs) contre l'incendie en place sur le site, <u>dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent rapport.</u></p>
Type de suites proposées : Sans suite